



# **Fiches produits n° 4**

**Mise à jour juillet 1996**

---

Observatoire des marchés internationaux

**Observatoire des marchés internationaux  
Unité de recherche économie des filières  
CIRAD**

BP 5035

34032 Montpellier Cedex 1

Télécopie : 67 61 56 42

*Contacts :*

Benoit Daviron (CIRAD-CP) : 67 61 56 34

Patricio Mendez (CIRAD-CA) : 67 61 56 36

[daviron@cirad.fr](mailto:daviron@cirad.fr)

[mendez.p@cirad.fr](mailto:mendez.p@cirad.fr)

**Unité de recherche économie des filières**  
Documents de travail en économie des filières  
N° 28 - Juillet 1996

# **Fiches produits n° 4**

**Mise à jour juillet 1996**

Observatoire des marchés internationaux

L'année 1995 aura été marquée par la baisse continue des cours malgré les tentatives répétées des pays producteurs pour prendre le contrôle du marché. Le prix indicatif de l'Organisation Internationale du Café est passé d'une moyenne de 152 cents par livre en janvier à 100 cents en décembre.

## **Tentatives de soutien des cours mondiaux**

Dès janvier, alors que les cours des arabicas "autres doux" se situaient encore autour de 170 cents par livre, les pays centro-américains ouvrent le feu. Cinq d'entre eux décident de retenir 20% de leurs exportations durant le premier trimestre 1995 (soit un stockage attendu de 630 000 sacs) tant que les cours se maintiennent en dessous de 190 cents par livre.

Dans la foulée, la Colombie, rare pays à conserver un office national de régulation de la filière (la FEDECAFE) et toujours prêt à soutenir toute action de soutien des cours, décrète une réduction de ses exportations de 900 000 sacs par mois à 780 000 durant le premier trimestre.

En revanche, le Brésil, suivant ce qui est en passe de devenir une habitude, se montre plus hésitant. Le secteur privé propose de retenir un million de sacs, mais demande pour se faire un financement au Ministère de l'Industrie. Ce dernier annonce un peu plus tard son intention de financer des prêts pour permettre aux exportateurs de retenir 500 000 sacs en février et 500 000 sacs en mars. Puis en février le gouvernement brésilien déclare qu'il n'y aura de vente du stock public tant que les prix du café "type 8" se situent en dessous de 178 dollars par tonne.

En mars enfin, après cette première volée d'actions peu coordonnées, l'Association des Pays Producteurs de Café (APPC) met au point un plan global de rétention devant démarré le 10 avril.

Le débat sur le choix des instruments d'intervention - entre rétention et quotas - rebondit toutefois au Brésil montrant un fois encore la faiblesse des positions de ce pays. La FEBEC - qui regroupe les exportateurs est pour les quotas. La CNC - qui défend les intérêts des (gros) producteurs - est pour la rétention craignant qu'un système de quotas n'affaiblisse de trop la position des caféiculteurs dans la filière.

Il faut donc attendre le mois de mai pour qu'une position claire soit définie par le Brésil :

- adoption d'une politique de rétention de 20% des exportations, soit un stockage de un million de sacs par

mois à partir du premier juin. Pour ce faire le gouvernement devrait débloquer une ligne de crédit de 100 millions de dollars ;

- mise en place de deux mécanismes distincts pour le déstockage du stock gouvernemental : d'une part un déstockage pour l'exportation de 250 000 sacs par mois intervenant si le prix international (prix indicatif de l'OIC) est supérieur à 190 cents par livre, d'autre part un déstockage pour le marché intérieur de 250 000 sacs par mois si le prix interne du "type 8" dépasse 147 reals par kg.

La clarté de la position ne supprime pas cependant toutes les oppositions au sein de la profession. Ainsi les torréfacteurs demeurent en désaccord car ils souhaitent un accès plus libre aux stocks détenus par le gouvernement. Par ailleurs la mise en oeuvre des décisions tardent à se concrétiser. Fin juin, les opérateurs brésiliens attendent toujours les fonds publics destinés à financer le stockage ce qui conduit le président de la FEBEC à déclarer que le Brésil ne réalise aucune rétention effective.

Confrontés à la poursuite de la baisse des cours, les pays centro-américains et la Colombie décident fin juin de suspendre indéfiniment leurs exportations. Puis le 10 juillet 6 pays producteurs latino-américains (Colombie, Brésil, Costa Rica, Salvador, Honduras, Nicaragua) signent un accord pour réduire leurs exportations de 7 millions de sacs durant les 12 prochains mois. Quelques jours plus tard (le 25 juillet), l'APPC - ou plus exactement une partie de ses membres - décide de mettre en oeuvre un plan de limitation des exportations mondiales à 60,376 millions de sacs pour l'année 1995/96 (1 juillet-30 juin), soit 10 millions de sacs de moins que la consommation estimée dans les pays importateurs. Cependant ce n'est qu'à la mi-septembre que les exportateurs et les producteurs brésiliens signent un accord ("Café do Brasil") concernant la composante interne du système de contingentement des exportations (1 million de sacs par mois).

## **Des stocks revus à la baisse**

Cette mobilisation des pays producteurs n'est pas sans résultats. Ainsi les exportations de café qui totalisaient 72 millions de sacs durant l'année caféière 1994/95 ont chuté à 63,8 millions de sacs en 1994/95. Cette diminution de l'offre sur le marché s'est traduite mécaniquement par une claire réduction des stocks dans les pays consommateurs. Les stocks sur la place de New York ont diminué de 7,936 millions de sacs fin janvier 1994 à 2,195 en novembre !

Plus globalement les stocks des consommateurs seraient passés de 14,3 millions de sacs en novembre 1994 à 10,7 en septembre (leur plus bas niveau depuis juin 1989). Tel est bien le but recherché par les pays producteurs. En effet, qui dit baisse des stocks dit - normalement - hausse des prix.

En outre, faut-il le rappeler, la récolte 1995/96 est attendu en nette contraction du fait des gelées brésiliennes de l'été 1994. Elle devrait se situer autour de 84 millions de sacs - contre 90 un an plus tôt - et se traduire par un marché nettement déficitaire.

Malgré l'apparition progressive de ce qui semble être une véritable pénurie de café dans les pays consommateurs, malgré des perspectives de récolte réduite les prix ne réagissent pas. Pourquoi?

### **Une contraction de la demande**

L'action des pays producteurs pâtit tout d'abord de la contraction de la demande dans les pays importateurs. Les pays producteurs agissant dans le cadre du plan de rétention de l'APPC et du plan de Bogota tentent de créer un déficit d'environ 10 millions de sacs et se fondent pour cela sur une estimation de la consommation de 71 à 73 millions de sacs dans les pays importateurs. Or, il est à craindre que, du fait de la réaction des consommateurs à la hausse des prix, la demande se situe nettement en dessous de ce chiffre. D'après les informations collectées par l'Organisation Internationale du Café, entre juin 1994 et juin 1995 les prix de détail du café torréfié aurait augmenté de 56% aux Etats-Unis, de 82% en France, de 40% en Allemagne, de 26% au Japon. Conséquence : en Allemagne la consommation de café torréfié a diminué de 3,7% en 1994 et de 2% en 1995, aux Etats-Unis de 8% en 1994 et de 10% en 1995, en France la diminution serait de 5 à 10%.

### **Echec du plan de rétention**

Plus encore que du ralentissement de la consommation, l'action des pays producteurs souffre de son manque de crédibilité à moyen terme et des anticipations que font nombre d'opérateurs sur son inévitable rupture.

Ses anticipations sont alimentées en premier lieu par la situation brésilienne. Comme on l'a vu l'année 1995 a encore été caractérisée par la difficulté pour ce pays à mettre en oeuvre les actions nécessaires au respect de ses engagements. Les décisions suite au plan de rétention décidé en mars, ne se sont concrétisées qu'en mai, après un long débat à l'intérieur de la profession, et

les fonds nécessaires au stockage n'ont été débloquent qu'en juin. De même la mise en oeuvre du plan de Bogota, conclu début juillet, a dû attendre début septembre avec la signature d'un accord producteur/exportateur (plan "Café do Brasil). Mais à peine celui-ci était-il signé que 36 exportateurs refusaient d'y participer arguant de son inutilité. Enfin, les chiffres d'exportation publiés par la FEBEC en octobre font apparaître que le Brésil a exporté entre juillet et septembre 3,346 millions de sacs soit 346 milles sacs de plus que le quota décidé dans le cadre du plan de Bogota.

Mais le problème ne se limite pas au Brésil. En Colombie même, les exportateurs privés - en conflit plus ou moins larvé avec la puissante Fédération de Cafeteros - ont déclaré à plusieurs reprises que le plan de rétention était un échec et qu'il allait bientôt "craquer". Le Guatemala, pourtant membre de l'APPC, s'est lui manifesté plusieurs fois pour signaler son refus de participer à toute action de rétention.

### **La menace des nouveaux exportateurs**

Par ailleurs l'action des pays de l'APPC est menacée de l'extérieur par les exportations des pays non-participants à la rétention. Parmi ceux-ci citons le Mexique, le Vietnam (!), la Thaïlande, le Pérou, la Papouasie Nouvelle Guinée, au total un groupe de pays représentant environ 20% de la production mondiale. Comme on le sait, le Vietnam est le plus dangereux compte tenu de la croissance actuelle de sa production (200.000 sacs en 1985/86, 3,2 millions en 1995/96). Il menace plus particulièrement l'Indonésie auprès de ses acheteurs de robusta. Les exportateurs de ce dernier pays ne s'y sont pas trompés et font pression au sein de l'APPC, sans succès, pour une révision à la baisse du prix plancher.

### **Perspectives**

Tous n'est pas sombre cependant. Les pays consommateurs abordent une année déficitaire au niveau mondial avec un niveau de stocks notablement bas. Le déficit ne pourra donc être bouché que par un déstockage des pays producteurs qui, selon le plan de rétention mis au point dans le cadre de l'APPC, ne doit pas opérer tant que les prix n'auront pas dépassé 190 cents par livre. Une situation en toute logique favorable à une remontée des cours.

# STATISTIQUES MONDIALES DU CAFE

## Production (source: USDA et F.O.Licht)

(1000 sacs)	1979/81	1994/95	1995/96
Monde	84 630	94 850	82 682
Brésil	24 580	26 500	14 800
Colombie	12 480	12 964	12 500
Indonésie	5 220	6 134	6 400
Mexique	3 870	4 159	4 200
Ethiopie	3 188	3 800	3 833
Inde	2 172	3 002	3 716
Vietnam	100	3 513	3 400
Ouganda	2 072	3 128	3 300
Guatemala	2 694	3 671	2 900
Côte-d'Ivoire	4 970	2 976	2 333
Afrique	19 480	17 014	16 912
Amérique latine	53 880	61 675	48 730
Asie	10 400	16 161	17 040
Robusta total	21 800	28 725	26 603

## Consommation par habitant (source: ICO)

(En kg/an)	1979/81	1989/91
Finlande	13.2	12.9
Suède	12.2	11.9
Danemark	11.1	10.1
Hollande	8.4	10.5
Allemagne	6.8	8.2
Suisse	6.0	8.2
France	5.9	5.6
Italie	3.9	5.1
Etats-Unis	4.9	4.8
Espagne	2.6	4.2
Royaume Uni	2.5	2.5
Japon	1.7	2.5
Corée	-	1.2

## Exportations (source: ICO)

(1000 sacs)	1979/81	1993/94	1994/95
Monde	61 000	71 960	63 777
Brésil	14 450	17 022	16 503
Colombie	10 680	12 685	9 315
Indonésie	3 670	5 101	3 349
Mexique	2 430	3 271	3 253
Guatemala	1 933	3 139	3 447
Vietnam	-	2 753	3 189
Ouganda	2 000	2 980	2 326
Côte d'Ivoire	3 830	2 715	2 241
Afrique	15 500	12 090	11 488
Amérique latine	39 170	46 705	41 734
Asie	6 100	13 165	10 555

## Importations (source: FAO et ICO)

(1000 sacs)	1979/81	1994	1995
Monde	64 000	74 388	70 761
Etats-Unis	17 600	16 169	17 104
UE-12	27 200	39 842	37 751
AELE	5 700	6 604	5 840
Japon	3 000	6 039	5 324

## Stocks de fin de récolte (source: ICO)

En mois de consommation	1979/81	1993/94	1994/95
Monde	6.0	6.3	6.2
Pays producteurs	5.0	5.2	5.4
Pays consommateurs	1.0	1.1	0.8

## Prix internationaux (source: ICO)

En cents/livre, prix indicatifs ICO (moyenne CAF ports européens et Etats-Unis)

	1979/81	1994	1995
Arabicas colombiens doux		169	157
Autres arabicas doux	152	150	151
Arabicas non-lavés	191	143	146
Robustas	138	118	126

## Prix à la consommation du café torréfié (source: ICO)

Mois de septembre en cents/livre

	1979/81	1994	1995
Etats-Unis	255	446	400
Allemagne	436	525	605
France	301	329	391
Italie	393	483	570
Suède	300	492	474
Japon	620	1 535	2 023